



L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

Le seul journal quotidien publié en Français aux Etats-Unis, excepté à New York et San Francisco

The only French daily newspaper in the United States, outside of New York and San Francisco

VOLUME 88

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 DÉCEMBRE 1915

NUMÉRO 94

DERNIERES DÉPÊCHES DU MONDE ENTIER

TROUPES ITALIENNES DÉBARQUÉES À AVLONA, ALBANIE OFFENSIVE ALLEMANDE EN SERBIE CONTRE LES ALLIÉS

LE BULLETIN DU JOUR

TENDANCE REITEREE DES JOURNAUX ALLEMANDS VERS LA PAIX.

ESPERANCES SONT ILLUSOIRES

LA MILITARISME PRUSSIE EST PARTICULIEREMENT VISE.

Les alliés attendent la victoire pour dicter leurs conditions.

Les journaux allemands sont curieux à suivre dans leur campagne en faveur de la paix, de ce qu'ils appellent une paix "honorable". Dans son numéro du 10 novembre, le rédacteur en chef du "Berliner Tagblatt" annonçait à ses lecteurs, comme le tenant d'une source certaine, que des personnalités considérables venaient d'adresser au Chancelier de l'empire une requête pour que la presse fut enfin autorisée à ouvrir la discussion sur les futures conditions de la paix. Cette requête fut tenue secrète, mais le gouvernement refusa d'y faire droit. Quelques jours plus tard, les bruits de paix, si fréquents en Allemagne, durant les trois semaines qui avaient précédé, déclinèrent subitement et s'éteignirent. C'est qu'à la chancellerie on estimait que le coup de sonde avait été suffisamment instructif, et l'on comprit que, pour le moment, toute tentative de démolition entreprise sur l'opinion des pays alliés échouerait. Le langage de la presse allemande permit alors de se rendre compte qu'en haut lieu on avait donné l'ordre de cesser le feu et de battre en retraite. Retraite accompagnée d'ailleurs de retours offensifs, afin d'être mieux couverte; de là, les articles de la "Gazette de Francfort", du "Berliner Tagblatt", de la "Deutsche Tageszeitung" sur les discours prononcés le 8 novembre, à la Chambre des Lords, par Lord Loreburn et Lord Courtney. Pour ne pas être soupçonné d'avoir songé à la paix, l'Allemand assure que l'Angleterre y pense en ce moment. Or, voilà que, dans son numéro du 10 décembre, c'est une dépêche qui nous le signalait hier. Le "Berliner Tagblatt" revient avec une nouvelle insistance sur l'opportunité qu'il y aurait à embêter le pas à la "Social Demokratie", qui demande au Chancelier de faire connaître à quelles conditions l'Allemagne serait actuellement disposée à engager des négociations en vue de la paix. D'autre part, on sait qu'il s'est organisé à Berne, toujours sous l'inspiration du sentiment allemand, un congrès international, dont toutefois on ne peut encore dire que ceci, c'est qu'avant toute réunion, il donne lieu à des querelles. Le comité suisse l'a ajourné, aucune personnalité française n'ayant consenti à y prendre part, tandis que le comité international prétend le maintenir. Il faut noter de leur réserve les pacifistes français, qui comprennent parfaitement que toutes les manifestations en faveur du principe général de la paix que l'on peut organiser actuellement risquent trop de constituer de simples piques. Leur patriotisme et le sentiment profond des réalités devant les

NOUVELLES DE WASHINGTON

LES APOSTRES DE LA PAIX SE PREPARENT A PARTIR.

L'ÉTRANGE MISSION DE M. FORD

LES FAUSSES DECLARATIONS DANS L'AFFAIRE DU "LUSITANIA".

En éveil à New-York contre les dynamiteurs de navires—Manœuvres militaires au Mexique.

Washington, 2 décembre. — Un groupe de propagandistes de la paix, sous la direction du multimillionnaire Ford, fabricant d'automobiles, se prépare à partir pour l'Europe, ne peut obtenir des passeports pour se rendre aux pays belligérants. M. Lansing, le secrétaire d'Etat, leur accordera des passeports pour visiter les pays neutres. Le gouvernement des Etats-Unis se refuse de reconnaître officiellement la mission Ford.
Washington, 2 décembre. — Les agents du département de la justice fédérale ont découvert un complot entre le consul d'Autriche à Cleveland, Ohio, et un certain Dr. E. W. Ritter, pour que Ritter déclare, sous serment, avoir des preuves que le "Lusitania" avait à bord des colis de coton fulminant. Ritter a été arrêté.
Washington, 2 décembre. — Des agents du gouvernement et des détectives de New-York travaillent au chargement de charbon de navires prêts à partir pour des ports d'Europe, avec des cargaisons de munitions et de marchandises diverses destinées aux alliés. On craint que les dynamiteurs soudoyés par l'Allemagne ne cachent des explosifs dans les chargements de charbon.
Washington, 2 décembre. — Le procès du gouvernement des Etats-Unis contre Carl Buecz et autres, officiers de la compagnie Hambourgeois-Américaine de vapeurs, accusés de violations de la neutralité en ravitaillant des croiseurs allemands, a pris fin ce soir et a été soumis au jury devant la cour fédérale à New-York.
Washington, 2 décembre. — Les rapports soumis au bureau de réserve fédérale par les agents et officiers de banques de réserve dans les Etats de Louisiane, Texas, Oklahoma, Nouveau Mexique et Arizona, accusent un revirement très satisfaisant dans les affaires financières en comparaison avec l'époque correspondante de l'année dernière.
Washington, 2 décembre. — Les soldats des Etats-Unis sur la frontière vis-à-vis des villes d'Agua Prietas et de Nogales, Mexique, se préparent à empêcher la fuite de troupes mexicaines sur le territoire américain pendant l'absence qui est attendue, sous peu, entre les armées de Villa et de Carranza.

DÉPÊCHES DES THÉÂTRES DE LA GUERRE EN EUROPE

Rapports récents des champs de bataille--- L'Autriche n'obtiendra pas de paix séparée---L'Italie prendra part à la campagne Balkanique

Austro-Allemands préparent une nouvelle offensive—Ils attaqueront les Monténégrins et les Alliés—Berlin porte à 60,000 le nombre de soldats serbes capturés en novembre—La Grèce ne veut pas désarmer une partie de ses troupes—Le calme règne sur les fronts de l'Est et de l'Ouest—Pertes totales des Anglais depuis le commencement de la guerre, 510,230—Invasion de la Macédoine menacée par les puissances du centre.

Une dépêche de Paris, reçue ce soir, annonce des débarquements de détachements de troupes italiennes à Avlona, Albanie. Cela fait fortement supposer que l'Italie prendra part aux opérations militaires dans les Balkans.
L'Italie a annoncé sa décision de ne pas conclure une paix séparée, et sa décision a été communiquée au parlement en même temps que les rapports plus ou moins détaillés que l'Autriche avait fait par l'entremise du Vatican des offres à l'Italie d'une paix séparée. Dans son discours au Parlement le ministre des affaires étrangères, Sonnino, a fait comprendre que sous peu le drapeau italien flottera de l'autre côté de l'Adriatique à l'aide des Serbes.
La situation militaire dans les Balkans est dans un état de transition qui présage une autre offensive allemande: on ignore si elle sera dirigée contre les forces anglo-françaises qui sont en possession de ce qui reste du territoire serbe, ou contre les Russes, qui se préparent à attaquer la Bulgarie. Cette dernière hypothèse serait confirmée par le rappel des troupes de von Mackensen de la Serbie, et transportées sur la frontière bulgare.
Avec Pristina entre les mains des Bulgares, les Austro-Germains et les Bulgares annoncent formellement la fin de leur campagne en Serbie, et ajoutent que l'armée du général von Kevers a capturé plus de 60,000 Serbes pendant le mois de novembre. Les Serbes dans leur retraite au travers des défilés des montagnes de l'Albanie ont été forcés d'abandonner une grande partie de leur équipement.
Les Allemands attaquent maintenant les Monténégrins et ont pénétré au delà de la frontière.
En dépit des négociations des alliés à Athènes, la situation en Grèce est au même point qu'elle était le mois passé, et il est clair que la Grèce est déterminée à ne pas démobiliser ou à retirer son armée de Salonique.
Aucun changement à rapporter de la situation sur les frontières de l'est ou de l'ouest.
A la requête du gouvernement, le premier Asquith a fait publier le relevé des pertes totales sur terre et sur mer des forces anglaises depuis le

LOUISIANE ET MISSISSIPPI

CE QUI SE PASSE DANS LES VILLES ET VILLAGES.

FAITS DIVERS INTERESSANTS

PAROISSE CALCASIEU GAGNE NEUF MILLE ACRES DE TERRES.

Le gouverneur Brewer, de Mississippi, prépare son dernier message.

Lac-Charles, 2 décembre. — Dominique Lalanne, âgé de 28 ans, est mort de la fièvre typhoïde hier matin à la résidence de ses parents, M. et Mme Paul Lalanne. Il avait été sérieusement blessé dans un accident de chemin de fer peu de temps avant sa dernière maladie.
Alexandrie, 2 décembre. — Clyde Burnham, âgé de 22 ans, dont le procès devait commencer hier, s'est déclaré coupable du meurtre de sa jeune femme, et a été condamné au pénitencier pour la vie.
Jeanerette, 2 décembre. — Le corps de Mme Théogène de la Houssaye, âgée de 71 ans, décédée à la Nouvelle-Orléans chez sa fille, Mme Fernand Millet, a été inhumé ici. Le convoi funèbre est parti de la résidence de sa fille, Mme Bernard Trappee.
Mandeville, 2 décembre. — Harry Froese, un employé de la scierie Davis, a été complètement déshabillé quand ses vêtements se sont embarrassés dans une des grandes roues du moulin. Il n'a été que légèrement blessé.
Lac-Charles, 2 décembre. — L'entrepreneur Fred J. Grace, du bureau de terres, a été notifié que les titres de l'Etat dans les célèbres Iles Sabines sont maintenant complets, ayant été remis de Washington. A peu près neuf mille acres sont par ce fait ajoutés à la paroisse Calcasieu.
Jackson, 2 décembre. — Le gouverneur Brewer travaille à son dernier message à la Législature qui doit se réunir dans trois jours. La Législature s'assemble le 6 janvier et le terme du gouverneur expire le 16.
Gulfport, 2 décembre. — W. S. Rinnour, député percepteur des douanes, en creusant un trou dans son jardin, jeudi, a frappé avec sa pelle un bâton de dynamite, et continuant à fouiller, en a découvert douze autres, ainsi qu'une boîte marquée "Explosifs".
Hazelhurst, 2 décembre. — Un procès en dommages-intérêts a été intenté contre McTige, Hughey et McTige, entrepreneurs de constructions, par Mary Willie Johnson, pour \$2,500, pour la perte d'une main par l'explosion d'une cartouche de dynamite, qui avait été oubliée par eux, et qu'elle avait touchée avec une épingle à cheveux.

LETTRE D'UN PARISIEN

IDEE TRANCHEANTE DE M. HUMBERT, SENATEUR DE LA MARNE.

IL VANTE LA GUILLOTINE

MAIS, MAINTENANT, CE PROCÉDE SERAIT TROP ENERGIQUE.

M. Humbert est probablement sous l'influence d'un romantisme renaissant.

Correspondance Spéciale de l'Abeille.
Qu'on ait les nerfs surexcités par les jours que nous traversons, rien de plus explicable. Aussi nous comprenons bien que les parlementaires se retournent quelquefois vers les exemples du passé, vers cette période révolutionnaire que nous avons l'habitude d'appeler la "grande époque". Celle où on ne plaisantait pas.
C'est ce qui explique un article récent de M. Humbert, sénateur de la Marne et directeur du "Journal" qui a écrit:
"J'imaginerais, moi, à l'exemple des grands ancêtres de la Révolution une création beaucoup plus simple: à côté de ce conseil consultatif de la cinquième arme je verrais avec plaisir fonctionner l'organe très exécutif, celui-là de la sixième arme—celle dont le comité du salut public ne fit pas si mauvais usage."
Le comité du salut public, la guillotine, M. Humbert n'y va pas par quatre chemins.
M. Humbert qui est un esprit avisé, mais qui est ce que nous appelons un "primaire", en ce sens qu'il est élevé de l'école communale, n'a pas fréquenté les facultés et qu'il est sorti du rang pour gagner ses galons de capitaine,—ce qui, en fait, est à son honneur,—nous semble juger un peu sommairement la période révolutionnaire. Sait-il bien que si nous revenions à ces procédés d'énergie un peu dure, il ne pourrait pas être à la fois sénateur et journaliste, car il y a une vieille loi de la convention nationale qui ne fut jamais appliquée, mais n'a jamais été abrogée, punissant de mort, tout représentant du peuple qui écrit dans les journaux.
On paraît beaucoup oublier dans les milieux parlementaires aujourd'hui.
La convention ne voulait pas que le député soit à la fois le législateur responsable et le contrôleur de la conduite des représentants du peuple. C'était pousser un peu loin la séparation des pouvoirs. Cette loi avait été votée par surprise dans une de ces séances houleuses de la convention nationale, au milieu des clamours des tribunes qui certains jours faisaient un bruit assourdissant; elle fut "portée" comme on disait alors par les Girondins et visait surtout Marat et la campagne violente qu'il menait dans "l'Ami du Peuple".
C'est la première fois, depuis 1791, que nous voyons un représentant du peuple demander la guillotine pour punir les méfaits publics. D'autant qu'aujourd'hui, ce n'est pas la guillotine qui serait employée pour ces besognes; on aurait recours aux pelotons d'exécution, ce serait moins théâtral mais plus rapide. On pourrait ainsi